



PREFET DE LA DORDOGNE

SOUS-PREFECTURE DE NONTRON

POLE DEVELOPPEMENT LOCAL ET ENVIRONNEMENT
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

Arrêté
portant approbation de la révision de la carte communale applicable
sur la commune de Saint Front-la-Rivière

Le Préfet de la Dordogne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L.124-1 et suivants, L.126-1, R.124-1 et suivants ;
- VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (loi ALUR) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 2008 approuvant la carte communale de Saint Front-la-Rivière ;
- VU la demande en date du 19 septembre 2011 du conseil communautaire de réviser la carte communale de Saint Front-la-Rivière ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013-147-0010 du 27 mai 2013 portant création de la communauté de communes du Périgord Vert Nontronnais issue de la fusion des communautés de communes du Périgord Vert et du Périgord Nontronnais et de l'arrêté modificatif n° 2013-353-0009 du 19 décembre 2013 ;
- VU l'arrêté de M. le Préfet de la région Aquitaine en date du 21 août 2013 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R121-14 du Code de l'Urbanisme, indiquant que le projet de carte communale de la commune de Saint Front-la-Rivière n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- VU l'avis de la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) en date du 11 septembre 2013 ;
- VU la désignation de M. JOUSSAIN Christian, commissaire-enquêteur par le Tribunal Administratif de Bordeaux ;
- VU l'arrêté du président de la communauté de communes en date du 18 décembre 2013 soumettant le projet de carte communale à enquête publique du 18 janvier 2014 au 18 février 2014 inclus ;
- VU la décision du commissaire-enquêteur de prolonger de quinze jours, soit jusqu'au 05 mars 2014 inclus la durée de l'enquête publique ;
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;
- VU la délibération du conseil communautaire en date du 09 septembre 2015 approuvant la carte communale de Saint Front-la-Rivière ;
- VU les avis des services consultés ;
- SUR proposition de M. le Sous-Préfet de Nontron ;

A R R E T E

Article 1 : Le dossier de révision de la carte communale de Saint Front-la-Rivière annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Conformément aux articles R.124-1 à R.124-3 et L.126.1 du code de l'urbanisme, chaque dossier comprend :

- un rapport de présentation
- un document graphique (2 plans de zonage)
- des annexes (servitudes d'utilité publique)

Article 3 : Le dossier de la carte communale opposable aux tiers est tenu à la disposition du public :

- au siège de la Communauté de communes du Périgord Vert Nontronnais
- à la mairie de Saint Front-la-Rivière
- au Service Territorial du Périgord Vert (Direction Départementale des Territoires),
- à la sous-préfecture de Nontron,

aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à M. le Président de la Communauté de communes du Périgord Vert Nontronnais.

Article 5 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire approuvant la carte communale seront affichés en mairie et au siège de la Communauté de communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 7 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 5 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 8 : Le Sous-Préfet de Nontron, le Maire de la commune de Saint Front-la-Rivière, le Président de la communauté de communes du Périgord Vert Nontronnais, le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nontron, le 6 novembre 2015

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet de Nontron,



Hervé BOURNOVILLE

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000/231 du 12/04/2000).

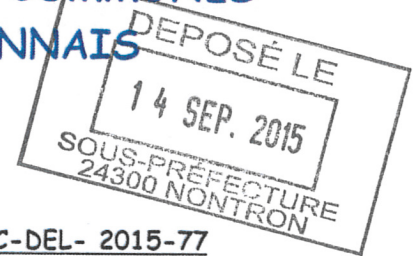
Dans un délai de deux mois à compter du caractère exécutoire du document, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé à Monsieur le Préfet de la Dordogne – 2, rue Paul Louis-Courier – 24016 PERIGUEUX cedex
- soit un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 PARIS
- soit un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – BP 947 – 33063 BORDEAUX cedex (paiement d'un timbre au tarif en vigueur).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PERIGORD VERT NONTRONNAIS

Nombre de membres : 36
En exercice : 36
Date de la convocation : 02/09/2015



DELIBERATION N°CC-DEL- 2015-77

L'an deux mil quinze, le 9 septembre à 18 h 30, le Conseil communautaire de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PÉRIGORD VERT NONTRONNAIS, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de Sceau Saint Angel, après convocation légale, sous la présidence de M. COMBEAU Michel.

Étaient présents (31) : BOURDEAU Pascal, LALANNE Jean, CARABIN Erwan, VANDENBOSH Sylvie, HERMAN Nadine, POINET Alain, DUMONT Christelle, COMBEAU Maurice, SAVOYE Gérard, LAINÉ Corinne, NEVERS Juliette, DUPOUX Chantal, PORTE Jean Pierre, DUVAL Pierre, LALISOU René, COTE Henri, FREDON Jean- Luc, MARTIAL Florence, GUINOT Maurice Francis, VILLECHALANE Jean Pierre, VALLEE Philippe, BOUDY Marcel, BELLY Mauricette, DUBARRY Alain, LAVOIX Marcel, GARDILLOU René, COMBEAU Michel, PASQUET Thierry, PORTAIN Jean Marie, CHAPEAU Gérard, CHABROL Maurice.

Étaient absents et avaient donné procuration (5) : DESPOUYS Myriam (procuration à Monsieur Pascal Bourdeau), MECHINEAU Pascal (procuration à Monsieur BOUDY Marcel); LAPEYRE Jean Marie, (procuration à Madame HERMAN Nadine), STUHLER Nadine (procuration à Monsieur DUVAL Pierre), ALLAIN Daniel (procuration à Monsieur PORTE Jean Pierre).

Secrétaire de séance : Madame HERMAN Nadine.

.....

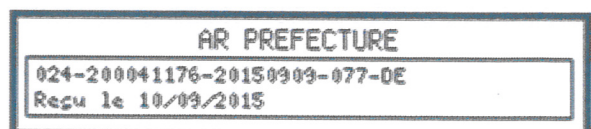
APPROBATION DE LA CARTE COMMUNALE DE SAINT FRONT LA RIVIERE

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.124-1 et suivants, R.124-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 19/09/2011, donnant avis sur l'opportunité de réviser la carte communale de SAINT FRONT LA RIVIERE situé sur le territoire de la communauté de communes,

Vu l'arrêté du Président de la communauté de communes en date du 18/12/2013, soumettant à enquête publique le projet de révision de la carte communale de SAINT FRONT LA RIVIERE,

Vu l'arrêté du Président de la communauté de communes en date du 22/01/2014 prolongeant l'enquête publique sur le projet de révision de la carte communale de SAINT FRONT LA RIVIERE,



Vu les conclusions du Commissaire Enquêteur,

Le Président donne au Conseil lecture :

- des observations qui ont été faites sur le projet de carte communale de SAINT FRONT LA RIVIERE,

- de l'avis favorable et du rapport du Commissaire Enquêteur,

- de l'avis du comité de pilotage suite à enquête, faisant la synthèse des observations et avis,

le tout annexé à la présente délibération dans le dossier de carte communale.

Où l'exposé du Président,

Considérant les observations faites au cours de l'enquête publique, les conclusions du Commissaire Enquêteur, du Groupe de Travail et l'exposé du Président,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

DECIDE d'approuver la révision n°1 de la carte communale de SAINT FRONT LA RIVIERE conforme aux observations faites par le Commissaire Enquêteur, et à la suite qui en a été donnée lors de la réunion avec les élus et les Personnes Publiques Associées.

AUTORISE Le Président à signer tout acte à intervenir, pour la mise en application des dispositions réglementaires qui en découlent.

La présente délibération sera transmise à M. Le Préfet, afin qu'il approuve par arrêté la révision de la carte communale de SAINT FRONT LA RIVIERE.

Le vote donne le résultat suivant : VOTANTS : 36

Pour : 36- Contre : 0 - Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président, M. Michel COMBEAU

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PERIGORD VERT
NONTORNAIS

Certifiée exécutoire après transmission à la Sous-préfecture et publication par voie d'affichage le .Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département.

AR PREFECTURE

024-200041176-20150903-077-DE
Reçu le 10/09/2015